

Quand les maternités parisiennes deviennent aussi des dispensaires africains...

écrit par Jules Ferry | 31 août 2019



Photo : *abords de l'Hôpital Lariboisière (Xe), jeudi. Sommairement tolérées dans un local du service des urgences obstétriques, les jeunes mères et leurs nourrissons sont placées en structure d'accueil au bout d'un mois.*

Les maternités de Paris où se pressent des africaines et leur bébé font figure de dispensaires de fortune, annexes du gigantesque camp de réfugiés qu'est devenu Paris...

L'histoire ne dit pas où ces femmes « en situation de précarité » peuvent bien avoir eu des rapports : dans la rue ? Ni surtout ce qu'elles envisagent comme avenir pour leur rejeton...

Toujours est-il que le bébé étant là, il faut bien que les généreux services publics français pourvoient aux besoins des nouveaux venus.

Le Monde aborde ce sujet dans sa rubrique « société-santé » (rien à voir avec la question de l'immigration...).

Pas un mot sur la grève des urgences en toile de fond pour dire que le système déborde et craque sous la pression migratoire.

De plus en plus de mères sans-abri sont hébergées avec leur nouveau-né à l'hôpital Lariboisière.

Un peu moins d'un mois après son accouchement, une jeune femme est toujours aux urgences maternité de l'hôpital Lariboisière, dans le 10^e arrondissement de Paris. **Pas dans une chambre, mais dans la salle d'attente du pédiatre.** Depuis quelques semaines, plusieurs femmes sans-abri – entre cinq et dix – se partagent cet espace avec leur nouveau-né.

En les accueillant, l'établissement assure le service public hospitalier, qui se doit d'accepter toute demande d'admission d'une femme enceinte dans le mois précédant et suivant son accouchement. Sans aucun confort, avec l'accès à un point d'eau mais pas de douche.

[Note : merci pour elles mais quoi de mieux qu'une maternité française ; c'est tout de même plus confortable que la terre battue de la case africaine].

Après l'accouchement, ces femmes sont priées de quitter leur chambre au bout d'une petite semaine pour rejoindre la salle d'attente des urgences. Pour Marine, une aide-soignante qui souhaite rester anonyme, « *les cadres subissent une pression quand ça bouchonne dans les salles de naissance* » : il faut libérer les lits au plus vite. « *On n'a pas assez de lits en aval* », analyse le chef de service.

((On a bien compris : le système déborde))

Devant le flot continu, un casse-tête pour loger tout le monde...

La direction de l'établissement estime que la mise à l'abri demandée par le règlement intérieur n'exige pas « *que cela soit fait dans un lit d'hospitalisation, dès lors que la femme ne le requiert pas médicalement* », a-t-elle précisé à la Confédération générale du travail (CGT) déjà en octobre 2018.

Une information communiquée par courriel à l'organisation, qui s'était émue de la situation. « *Depuis, on est censés être en discussion avec le siège sur comment gérer cette crise, mais on n'a pas vraiment d'informations* », regrette Elisabeth Genest, déléguée CGT à l'hôpital.

[Note : Paris est tellement saturée que les africaines précaires n'ont pas de lit d'hospitalisation. Mais en périphérie (CHU de Villeneuve-Saint-Georges, Créteil...), il est bien connu que les maternités font de l'hébergement longue durée après les accouchements...]

Le chef du service de la maternité estimait, jeudi, que régler ces cas ne signifierait pas la fin du problème. « **Il y en aura des nouvelles dans quelques jours. Ce n'est pas de la faute de l'AP-HP, ni du 115 qui n'a plus de places.** » Parmi les patientes des urgences de la maternité de Lariboisière, « **près de 40 % sont en situation de précarité** ».

L'établissement, situé dans le nord de Paris, est connu pour accueillir des personnes en situation difficile. « *Beaucoup de maternités refusent des patientes précaires et nous les envoient* », raconte Elisabeth Genest, la déléguée CGT. « *Une réflexion est en cours depuis deux ans pour mieux répartir les patientes entre les différents établissements* ».

Cette situation, les syndicats de l'AP-HP, à commencer par la CGT, la dénoncent depuis plusieurs mois. Elle n'est pas récente, mais perdure et s'aggrave.

D'après :

https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/08/30/de-plus-en-plus-de-meres-sans-abri-hebergees-avec-leur-nouveau-ne-a-l-hopital-lariboisiere_5504743_3224.html

<http://www.leparisien.fr/paris-75/paris-a-l-hopital-lariboisiere-le-sos-des-meres-sdf-30-08-2019-8142297.php>

Bref, le système est au bord de l'implosion. Le problème,

c'est que la situation devient franchement visible alors que ce n'est pas le rôle d'une maternité d'héberger de jeunes mamans après l'accouchement.

Alors, toute la chaîne se met en branle. Le Parisien conclut :

L'institution -l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris- s'efforce d'identifier « *des solutions d'hébergement à ces patientes afin d'assurer leur prise en charge rapide dans des structures d'accueil adaptées.* C'est notamment le cas pour sept mères à l'hôpital Lariboisière qui sont en cours de transfert dans une structure d'accueil adaptée », conclut l'institution qui a prévu de « *porter à près de 1 400 le nombre de places disponibles dédiées à l'hébergement d'urgence en 2019, contre 645 en 2017* ».

Oui, on lit bien : les Hôpitaux de Paris prévoient 1400 places en 2019 pour les indigents.

Paris devient vraiment la cour des miracles. Version africaine. Vu le nombre de migrants qui promettent d'arriver, on pourrait suggérer à l'Etat d'annexer des quartiers entiers de Paris pour loger tout ce monde.